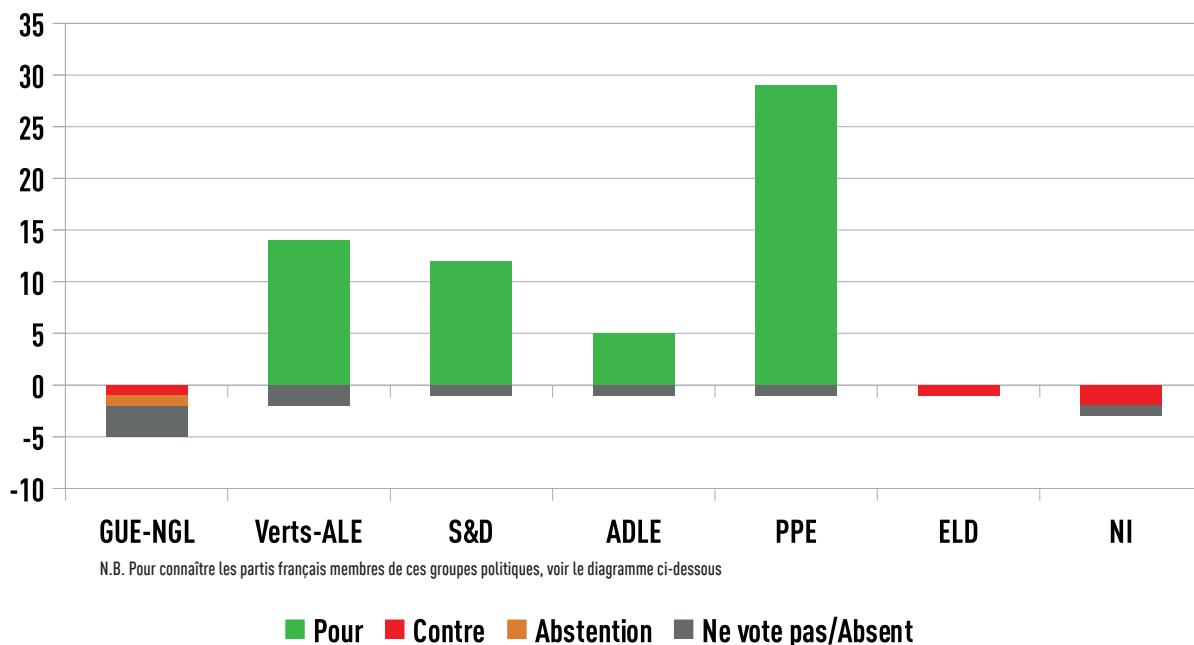




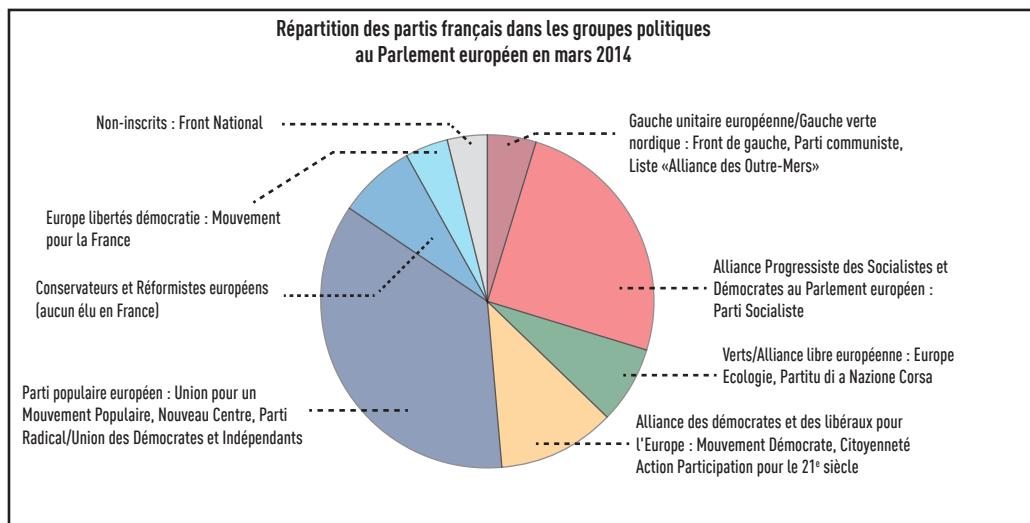
L'UE devrait-elle avoir un véritable système de ressources propres pour son budget ?

Le vote des parlementaires européens élus en France



En mars 2013, le Parlement européen (PE) a été appelé à se prononcer sur une résolution législative portant sur le financement futur de l'UE et, plus précisément, l'augmentation de ses ressources propres. Selon les termes de la résolution ici visée, la dépendance de l'UE aux contributions nationales est en contradiction avec le Traité et peut être particulièrement préjudiciable lorsque des crises économiques affectent sérieusement les économies nationales. Le PE est donc invité à soutenir la proposition de la Commission concernant une réforme du système de financement du budget, et à approuver l'introduction de nouvelles et véritables ressources propres, telles que la taxe sur les transactions financières et la nouvelle TVA européenne.

Une très large majorité des élus français du PE ont choisi de voter en faveur de la création de nouvelles ressources propres: seuls un élu du Front de gauche, deux élus du Front national et l'élu du MPF ont voté contre, tandis qu'un autre élu du Front de gauche s'est abstenu et que des élus issus de plusieurs groupes politiques n'ont pas pris part au vote. Ce vote des élus français est en ligne avec les positions prises par le PE dans son ensemble (plus de 530 voix en faveur, sur la base d'une



large majorité formée par les groupes PPE, S&D, ADLE, Verts/ALE et GUE-NGL (même si un nombre important de députés suédois et danois de ces groupes a voté contre cette résolution ou s'est abstenu).



L'UE devrait-elle avoir un véritable système de ressources propres pour son budget ?

Le vote des parlementaires européens d'Île de France*

